

Exercice militaire russe au large de l'Azerbaïdjan

RÉSEAU VOLTAIRE / 16 OCTOBRE 2020

DEUTSCH ENGLISH ESPAÑOL فارسی ITALIANO TÜRKÇE



L'armée russe a débuté, le 16 octobre 2020, un exercice militaire dans la mer Caspienne, au nord de la presqu'île d'Abşeron, c'est-à-dire à proximité de la capitale azerbaïdjanaise, Bakou.

Cet « exercice » implique six navires de guerre, sept avions et 400 hommes des forces spéciales.

Quatre des navires, les frégates *Dagestan* et *Tatarstan* et les corvettes *Uglich* et *Veliky Ustyug*, sont équipés de missiles de croisière Kalibr.

Ces mouvements de troupes ne menacent aucun pays, a tenu à préciser le ministère russe de la Défense.

La présence militaire turque en Azerbaïdjan (Kommersant)

RÉSEAU VOLTAIRE | 17 OCTOBRE 2020

ESPAÑOL POLSKI РУССКИЙ



Selon *Kommersant* du 16 octobre 2020, 600 militaires turcs sont restés en Azerbaïdjan après les exercices militaires joints de cet été [1].

Ce personnel comprend :

- ▶ un groupe tactique de bataillon de 200 personnes,
- ▶ 50 instructeurs à Nakhijevan,
- ▶ 90 conseillers militaires à Bakou,
- ▶ 120 personnels de bord à l'aérodrome de Gabala ;
- ▶ 20 opérateurs de drones à la base aérienne de Dollyar,
- ▶ 50 instructeurs à l'aéroport d'Evlakh,
- ▶ 50 instructeurs du 4e corps d'armée et 20 autres à la base navale et à l'école militaire Heydar Aliyev de Bakou.

L'Azerbaïdjan abrite également

- ▶ 18 véhicules de combat d'infanterie turcs,
- ▶ 1 système de lance-roquettes multiples,
- ▶ 10 véhicules
- ▶ 34 avions (dont 6 avions de combat, 8 hélicoptères, et 20 drones)

Le quotidien estime également qu'au cours de la première semaine d'octobre jusqu'à 1 300 jihadistes turkmènes syriens et 150 jihadistes

libyens ont été déployés en Azerbaïdjan pour lutter contre les orthodoxes arméniens.

[1] « [Принуждение к конфликту](#) », *Коммерсантъ*, 16 октября 2020.

Voltairenet.org

Réseau Voltaire

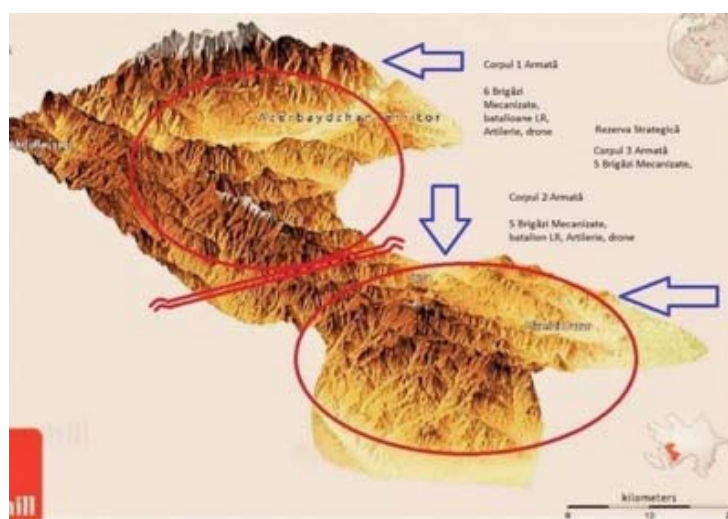
Opérations militaires dans le Haut-Karabagh et évolutions futures possibles

par Valentin Vasilescu

L'attaque azerbaïdjanaise de l'Artsakh a été conçue en anticipant le secours de l'Arménie. Elle est pour le moment victorieuse et se prépare à la seconde étape de son plan. Cependant le Premier ministre arménien, Nikol Pashinyan, espérant être défendu par l'Otan et non pas par l'OTSC, risque de voir son pays abandonné et son peuple mourir.

RÉSEAU VOLTAIRE / BUCAREST (ROUMANIE) / 20 OCTOBRE 2020

ROMÂNĂ

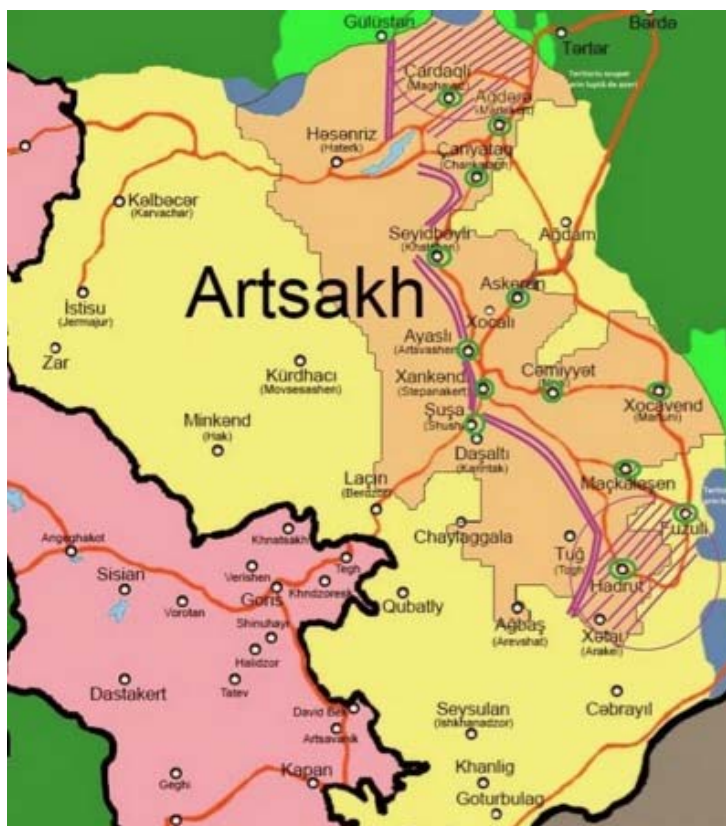


1 – Quel est le plan militaire de l'Azerbaïdjan ?

L'opération de l'armée azerbaïdjanaise vise à occuper toute la région du Haut-Karabakh. La configuration du terrain révèle une zone montagneuse ne comportant que trois gorges le long desquelles des actions offensives peuvent avoir lieu : une au nord et deux plus larges au sud. C'est pourquoi le dispositif de combat de

l'armée azérie a été scindé en deux groupes de force, deux corps d'armée. Le 1er Corps d'armée est composé de 6 brigades mécanisées, et est renforcé par des unités du 5ème Corps d'armée (2 bataillons de chars, des lance-missiles et de l'artillerie, des unités aériennes, principalement des drones de recherche et d'attaque). La mission du 1er corps d'armée est d'occuper la moitié nord de l'enclave. Le 2ème corps d'armée est composé de 5 brigades mécanisées, renforcées par des unités du 5e Corps d'armée (bataillons mécanisés, bataillons d'artillerie et compagnies de drones), et a pour mission d'occuper l'enclave sud. Le 3e corps d'armée se trouve pour le moment en réserve.

Le plan opérationnel de l'armée azerbaïdjanaise était divisé en deux étapes. Dans l'étape 1, l'objectif proposé est de pénétrer les lignes de défense de l'armée arménienne, dans plusieurs zones et dans plusieurs directions. Grâce aux couloirs aménagés dans la défense arménienne, l'Azerbaïdjan introduit les forces et les moyens nécessaires pour envelopper les éléments de première ligne du dispositif ennemi (régiments mécanisés, infanterie motorisée, bataillons d'artillerie et forces d'opérations spéciales), afin de les encercler. L'étape 1 est considérée comme achevée avec le contrôle du seul réseau de communication nord-sud, situé parallèlement à la ligne de front, par l'armée azerbaïdjanaise.



Dans la terminologie militaire, cette voie de transport est très importante. Elle s'appelle « voie de contournement » et permet le transfert de forces et de matériel d'une zone stabilisée vers un secteur où la défense a été percée par l'ennemi. Le transfert de troupes sur la voie de contournement vise à lancer des contre-attaques, avec l'aide de ces forces supplémentaires, suivies de la restauration des positions initialement perdues.

2 – Rythme initial de l'offensive azerbaïdjanaise

En raison de la configuration du terrain, cette étape 1 s'avère difficile, car au niveau de la ligne de contact, les deux armées ont créé des obstacles anti-blindés et des bunkers en béton, autour desquels les sous-unités peuvent soutenir une défense durable. Comme l'initiative appartient à l'armée azérie, le rythme de son offensive est limité, afin de réduire les pertes. La première étape aurait déjà pu être franchie si l'armée azerbaïdjanaise n'avait pas été confrontée à un facteur extérieur, comme la détérioration du contexte international initialement favorable. Dans cette situation, l'armée azerbaïdjanaise aurait été contrainte de recourir massivement aux troupes aéroportées, dans une grande manœuvre verticale, afin de bloquer, dès le départ, la route arménienne. Le ratio des hélicoptères de transport aérien est supérieur à 5/1 (65/12) en faveur de l'Azerbaïdjan. Les hélicoptères azéris Mi-8/17 pouvaient transporter dans la première vague environ 2 bataillons d'infanterie et en 8 à 12 heures, 2 brigades entièrement équipées.



Cependant, l'état-major azerbaïdjanais sait qu'une opération aéroportée, menée en l'absence de moyens sophistiqués de brouillage

pour neutraliser les défenses antiaériennes arméniennes, aurait entraîné des pertes importantes. D'autant que, en termes quantitatifs, la défense aérienne arménienne est sensiblement égale à celle de l'Azerbaïdjan.

Même s'ils sont plus âgés, les moyens sont efficaces et sont servis par des soldats arméniens bien entraînés.

3 – Les drones d'attaque assurent le succès des Azéris dans la première phase de l'opération

C'est pourquoi les vidéos postées sur les réseaux sociaux montrent que depuis le début du conflit du Haut-Karabakh, la priorité de l'état-major de l'armée azérie a été l'utilisation de drones de recherche et d'attaque. Les drones sont de petites tailles et ont un revêtement fait de matériaux composites, avec une empreinte radar réduite, la distance de détection étant plusieurs fois plus petite que dans le cas des avions multi-rôles. Lorsqu'ils sont détectés sur radar ou visuellement, les drones sont faciles à abattre, car ils ne sont pas très maniables et ont une vitesse maximale de 220 km/h.

Grâce au soutien reçu d'Israël et de la Turquie, l'Azerbaïdjan est de loin supérieur à l'Arménie, c'est pourquoi les drones ont remplacé l'avion piloté pendant la première étape. Plus de 30 % des missions de drones azéris ont consisté à localiser et frapper des radars de détection et de guidage, des systèmes mobiles de missiles antiaériens et d'artillerie arméniens, situés près de la ligne de contact, sur le territoire de l'enclave et même en Arménie.

L'Azerbaïdjan devrait augmenter considérablement le nombre de missions, même si cela signifie épuiser le stock de drones suicides. Simultanément à la neutralisation de la défense antiaérienne arménienne et à la création de quelques couloirs aériens sûrs, les avions multi-rôles prendront progressivement la place des drones azerbaïdjanais. Les avions multi-rôles peuvent emporter à bord une charge de combat plus importante que les drones et peuvent attaquer des cibles beaucoup plus diverses, au sol ou dans les airs, à des distances beaucoup plus grandes. Dans le même temps, une opération aérienne massive de l'Azerbaïdjan pourrait être lancée dans l'enclave.

Comme nous l'avons vu dans les vidéos sur les réseaux sociaux, même les véhicules blindés ou les pièces d'artillerie automotrices sont

vulnérables aux munitions cumulatives de précision lancées depuis des avions. Ainsi, 50 % des missions des drones azéris visaient à découvrir et à frapper les blindés et l'artillerie arménienne classique et des lance-missiles en première ligne. Selon mon estimation, l'Arménie a jusqu'à présent perdu environ 80 chars T-72, 70 véhicules blindés de transport de troupes ou MLI, 50 pièces d'artillerie, obusiers propulsés et lance-missiles, 20 radars et systèmes de détection antiaériens, ce qui représente 25 à 30 % des moyens qu'elle a en dotation.

4 – Drone d'attaque, arme imbattable ?

L'Arménie paie maintenant le prix de la fraude électorale de 2018, lorsque la révolution « colorée » a imposé de force le gouvernement pro-occidental dirigé par Nikol Pashinyan. Il visait à rejoindre l'Otan et à renoncer aux achats militaires en Russie. Si l'Arménie avait acheté le système russe de contre-mesures passives SHTORA, ses véhicules blindés auraient été moins vulnérables aux coups de drones azerbaïdjanais.

Fondamentalement, l'équipement est une protection antimissile anti-char, mais le sous-système d'alerte, ainsi que l'émetteur de brouillage infrarouge et laser, sont efficaces contre le capteur électro-optique (FLIR) des drones suicide Harop utilisés par l'Azerbaïdjan. Contrairement aux autres drones, Harop ne lance pas de munitions mais frappe la cible, ayant une ogive de 20 kg dans le fuselage. Bayraktar TB2, le deuxième type de drone d'attaque utilisé par les Azéris est fabriqué en Turquie et utilise également un appareil électro-optique pour rechercher et découvrir des cibles. Le drone possède 4 points d'attache et est armé de munitions MAM-L, guidées sur le faisceau laser. Chaque munition a une ogive cumulative de 7 kg. Simultanément au brouillage, le système SHTORA lance des grenades aérosols, générant en quelques secondes un rideau de fumée opaque, d'un rayon de 50 à 70 m, impénétrable pour le capteur électro-optique des drones et pour le faisceau laser marquant la cible.

5 – Étape 2 de l'opération offensive azerbaïdjanaise

Au 19 octobre, la première étape de l'offensive azerbaïdjanaise n'était pas encore terminée mais de nombreux objectifs avaient été

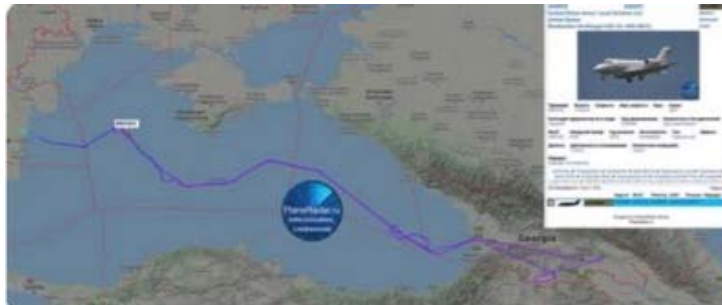
atteints. Comme prévu, deux percées ont été réalisées : une petite au nord et une plus grande au sud (hachurées sur la carte). Le 1er Corps d'armée et le 3ème Corps d'armée avancent de manière convergente sur la voie de contournement pour faire la jonction. Ce n'est un secret pour personne que les dispositifs de défense sur la ligne de contact sont constitués des unités de l'armée les mieux entraînées et les plus dotées. Une fois la zone de défense de l'Arménie percée, la progression devient plus facile à réaliser. Le grand nombre et la mobilité des véhicules blindés azéris commencent à devenir décisifs, car dans les dépressions intra-montagnardes, l'espace de manœuvre correspond à leur rythme offensif accru.



En fait, la 2ème étape de l'offensive arménienne a déjà commencé après le retrait de l'armée arménienne, suivant le schéma de l'armée russe en Géorgie en 2008. L'armée arménienne peut, cependant, mettre en place des lignes de contre-attaque, depuis les profondeurs à l'ouest de l'enclave, mais il lui sera difficile d'arrêter le chaos créé par la chute du principal dispositif de défense. De plus, il devra organiser le déploiement de ses réserves en Arménie sous les frappes aériennes azéries. Ces unités militaires arméniennes fraîches, transportées sur le théâtre d'actions militaires, ont peu d'expérience de combat, d'entraînement et ont une dotation inférieure à celles de première ligne. Dans ce cas, les chances d'arrêter l'armée azerbaïdjanaise d'avancer plus loin et même de traverser la frontière en Arménie sont minimes.

6 – Quel pourrait être le dénouement de l'opération ?

Au niveau stratégique, à travers la guerre du Haut-Karabakh, la Turquie souhaite un changement de rapport de force en sa faveur dans le Caucase du Sud. Au détriment de la Russie et de l'OTAN. C'est pourquoi les grandes puissances portent un si grand intérêt au déroulement des actions militaires au Haut-Karabakh grâce à la surveillance aérienne.



Par exemple, l'avion de reconnaissance radio-électronique Bombardier Challenger 650 ARTEMIS appartenant à l'US Air Force et basé à Mihail Kogalniceanu en Roumanie, a effectué des vols quotidiens depuis l'espace aérien géorgien, à 100 km au nord de la zone de conflit de Nagorno Karabakh.

D'autre part, selon le site *bulgarianmilitary.com*, le 7 octobre, dans les premiers jours après la guerre, dans la ville d'Agul au Daghestan, à la frontière russo-azerbaïdjanaise, les débris d'un missile 48N6E2 ont été découverts, lancés par la batterie S-300PMU-2 Azérie au nord de Bakou. La cible de ce missile aurait été un avion de reconnaissance électronique russe qui a évité l'impact. Deux explications sont possibles : soit les opérateurs azerbaïdjanaïses du système S-300PMU-2 ont ordonné à la dernière minute de désactiver l'ogive de proximité du missile, soit le système S-300PMU-2 vendu à l'Azerbaïdjan par la Russie, a une puce secrète intégrée qui bloque l'explosion, dans le cas des avions militaires identifiés avec le code de la Fédération de Russie.

Plus tôt, j'ai déclaré que l'Azerbaïdjan n'était pas pressé de mener l'opération, en raison du contexte international favorable. Mais personne ne peut prédire combien de temps durera ce contexte favorable pour l'Azerbaïdjan. Si rien ne se passe de l'extérieur, à la première victoire décisive de l'armée azerbaïdjanaïse dans la 2ème étape, l'armée arménienne, qui a jusqu'à présent combattu avec courage et calme, sombrerait dans le chaos. Le gouvernement d'Erevan est désespéré par l'inactivité de l'Occident, vers laquelle il s'est tourné stratégiquement, au détriment de la Russie, car il ne sait pas si l'armée

azerbaïdjanaise s'arrêtera au Haut-Karabakh ou poursuivra l'offensive en Arménie.

De son côté, l'Azerbaïdjan a fait ses calculs, estimant que ni l'Occident ni la Russie n'interviendront en faveur de l'Arménie pour ne pas risquer un conflit avec Erdogan, qui a poussé par derrière le dirigeant de Bakou dans cette aventure militaire. Peut-être que la Russie, se servant des Azéris, veut donner une leçon aux Arméniens, en leur montrant que c'est la conséquence de leur orientation vers l'Otan. Mais peut-être la Russie vise-t-elle au-delà, cherchant la prise de conscience du public à Erevan des conséquences de la grave erreur commise par les Arméniens en acceptant la fraude électorale de 2018. Et elle veut d'abord que le peuple arménien corrige son erreur. Je crois que la Russie ne serait disposée à renouer avec l'Arménie que si les forces politiques de l'opposition arménienne sont en mesure de forcer le gouvernement pro-occidental d'Erevan à assumer l'échec de la campagne militaire en démissionnant. Alors, et alors seulement, la question du Haut-Karabakh sera résolue exclusivement par la Russie, soit à partir de la situation telle qu'elle se présentera, c'est-à-dire aussi par des moyens militaires, soit par des négociations dans le format dicté par Moscou.

Avec tout le soutien substantiel apporté par la Turquie, je pense que l'Azerbaïdjan ne devrait pas se gargariser de sa victoire sur l'Arménie, mais devrait exécuter les ordres de Moscou *ad-litteram*, même si cela signifie le retrait partiel du Haut-Karabakh. Parce que le 1er, 2ème, 3ème et une partie du 5ème corps d'armée sont stationnés dans l'ouest du pays, étant engagée dans la guerre du Haut-Karabakh, le 4e corps d'armée est isolé dans l'enclave de Nakhicevan, à l'ouest du Haut-Karabakh. Aujourd'hui, Bakou, une ville située sur la côte de la mer Caspienne, est la capitale la plus mal défendue au monde. L'Azerbaïdjan a une frontière nord-est avec la Russie, avec Bakou à 100 km au sud de la frontière. La marine azerbaïdjanaise est presque inexistante, alors que la flotte russe de la Caspienne est forte et a la capacité de soutenir une opération de débarquement maritime sur la côte azerbaïdjanaise, près de Bakou. Comme les Russes l'ont déjà démontré, les batteries de missiles antiaériens Azéris S-300PMU-2 sont inefficaces contre les avions russes.

Valentin Vasilescu

Traduction

Documents joints



(Matroska Video - 2 Mo)



(MPEG4 - 1 ko)

Voltairenet.org

Réseau Voltaire

La Turquie se prépare à une riposte russe en Syrie

RÉSEAU VOLTAIRE / 20 OCTOBRE 2020

ENGLISH



Le ministère russe des Affaires étrangères a fait monter au créneau plusieurs de ses poids lourds pour dénoncer le danger que représente pour le pays la présence de jihadistes en Azerbaïdjan.

La Turquie persiste à nier toute responsabilité dans ce transfert. Cependant, elle se prépare à une riposte russe en Syrie occupée. Elle a débuté l'évacuation de son poste militaire à Morek (gouvernorat d'Idleb) tout en renforçant sa présence dans d'autres postes (elle en a douze au total).

L'Arménie qui jusqu'à présent privilégiait un soutien de l'Otan sous l'impulsion du Premier ministre Nikol Pashinyan (un des hommes de George Soros), se tourne désormais vers la Russie et l'OTSC. Plusieurs ministres appellent Moscou à intervenir au Haut-Karabagh, non pas contre l'Azerbaïdjan, mais pour défendre ses intérêts face à l'afflux de jihadistes.

Le président Sarkissian reçu à l'Otan

RÉSEAU VOLTAIRE / 21 OCTOBRE 2020

DEUTSCH ENGLISH ESPAÑOL ITALIANO



Le président arménien, Armen Sarkissian, a quitté Erevan pour Bruxelles, le 21 octobre en fin de matinée. Il devrait être reçu par le secrétaire général de l'Otan, le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, et le président de l'UE.

Ces entretiens auront lieu alors que les ministres de la Défense de l'Otan seront en réunion les 22 et 23 octobre au siège de l'Alliance.

Armen Sarkissian a la double nationalité arménienne et britannique.

Selon Washington, c'est l'Azerbaïdjan qui ne respecte pas le cessez-le-feu

RÉSEAU VOLTAIRE / 26 OCTOBRE 2020



Interrogé par *Face the Nation* (CBS) le 25 octobre 2020, le conseiller national de sécurité US, Robert O'Brien, a confirmé que l'Arménie avait accepté le cessez-le-feu imposé par l'OSCE, tandis que l'Azerbaïdjan ne l'avait toujours pas fait.

Voltairenet.org

Réseau Voltaire

Erdoğan menace l'UE et spécialement l'Europe

RÉSEAU VOLTAIRE / 26 OCTOBRE 2020



Le président Recep Tayyip Erdoğan a ouvert, le 26 octobre 2020, les célébrations de la naissance du prophète Mahomet [1]. À cette occasion, il a prononcé un discours lyrique décrivant les souffrances endurées par les musulmans dans le monde, particulièrement en Europe : un monde où des atrocités, la terreur, et des tortures sont utilisés pour contraindre les musulmans à abjurer leur foi ; un monde où 1 million d'entre eux ont été exterminés et où 12 millions ont été chassés de leurs foyers, contraints de fuir ou de mourir.

Il a désigné le président français, Emmanuel Macron, comme le leader de cette campagne de haine contre l'Islam. Il a supplié les Européens de tirer les leçons du génocide des juifs qu'ils ont pratiqué durant la Seconde Guerre mondiale et de ne pas recommencer le même crime contre les musulmans. Il rappelé le massacre perpétré par Anders Behring Breivik (2011) en Norvège comme le symbole de ce dont les Européens sont capables.

Il a conclu en déclarant : « Je pense que de grandes responsabilités incombent en particulier aux institutions de l'Union européenne dans la lutte contre la menace du terrorisme raciste. Le Conseil européen ne peut plus ignorer l'islamophobie. Le Parlement européen, qui fait des remarques sur notre pays sur chaque question, ne peut pas repousser

cette question en jouant à l'autruche. Les dirigeants prudents, moraux et consciencieux de l'Europe devraient abattre les murs de la peur et commencer à parler d'hostilité envers l'islam et les musulmans. Les idées d'extrême droite ne devraient pas être autorisées à capturer la politique dominante de l'Europe. Les politiciens européens devraient aussitôt dire "Non" à la campagne de haine menée par le président français Macron. Bien que Macron ne l'aime pas, je voudrais réitérer d'ici l'appel que j'ai passé l'autre jour. Le racisme et l'islamophobie sont des psychoses qui détruisent les facultés mentales et de la conscience d'une personne, quel que soit son emploi, son poste ou sa fonction. Ce problème ne peut être surmonté en le niant ou en agissant comme s'il n'existait pas. Tout homme politique qui pense à l'avenir de son pays et de ses citoyens doit l'accepter et y faire face et chercher des moyens de résoudre le problème ».

Ce discours a été prononcé alors que le président Erdoğan avait annoncé les attentats du 13 novembre 2015 en France (le Bataclan), puis que son parti, l'AKP, s'en était bruyamment réjoui ; que la Turquie nie toujours le génocide des Arméniens et encadre la préparation de sa prolongation en Azerbaïdjan.

Le président Erdoğan n'a donné comme exemple des atrocités anti-musulmanes en Europe que le massacre de Srebrenica (1995). Il n'a pas explicité les « atrocités, terreur, et tortures » dont ils seraient victimes aujourd'hui en Europe.

Le passage sur la « psychose », dont le président Macron pourrait être atteint, fait allusion à une interview où le président Erdoğan lui avait conseillé d'aller se faire soigner. Elle avait provoqué le rappel de l'ambassadeur de France à Ankara.

[1] La naissance du Prophète est une fête non-canonique. Elle est respectée dans certains États musulmans et interdite dans d'autres. L'Arabie saoudite a fait raser, en 2014, la maison où est né le Prophète pour empêcher que des idolâtres la célèbrent.

Voltairenet.org

Réseau Voltaire

NAGORNO-KARABAKH

L'Arménie et l'Azerbaïdjan sont les perdants et les États-Unis les grands gagnants

par Valentin Vasilescu

Il reste difficile de dire quelles sont les intentions de ceux qui ont provoqué e conflit au Haut-Karabagh. Quoi qu'il en soit et sans préjuger de ce qui adviendra, les populations locales sont déjà perdantes et les États-Unis vainqueurs.

RÉSEAU VOLTAIRE / BUCAREST (ROUMANIE) / 23 OCTOBRE 2020

ESPAÑOL ROMÂNĂ РУССКИЙ ТҮРКÇЕ



Durant la « pandémie » Cofid-19, ce sont principalement les personnes âgées qui sont touchées et qui décèdent à la suite de complications résultant de maladies préexistantes. Au contraire de la Covid-19, au cours d'une guerre ce sont les jeunes qui meurent, des jeunes pour lesquels la vie ne faisait que commencer avec ses multiples perspectives. 5 000 jeunes Azerbaïdjanais et Arméniens, âgés en moyenne de 18 à 20 ans, sont déjà morts dans les combats au

Haut-Karabakh.

Selon le général Carl von Clausewitz, père de la science militaire, la guerre est le développement du conflit par des moyens militaires, après l'échec de la diplomatie, des réseaux d'influence et des systèmes d'alliance. La seule carte sur laquelle le Premier ministre Nikol Pashinyan mise depuis 2018 a été le début du processus d'adhésion à l'Otan dans l'illusion que l'Arménie serait mieux protégée que si elle restait sous l'égide de Moscou. Seulement avec l'invasion azerbaïdjanaise, toutes les demandes de soutien d'Erevan à l'Otan et aux États-Unis n'ont jamais eu aucun résultat et n'en auront jamais. Quels services Pashinyan croit-il que l'Arménie a rendu pour obtenir l'aide qu'elle attend de Washington ? Et pourquoi l'Otan voudrait-elle d'une armée arménienne quasi inexistante ?



En revanche, les États-Unis ont de grandes obligations envers l'Azerbaïdjan. Le président Ilham Aliyev a pris d'énormes risques, violant l'ensemble du droit international et faisant des efforts à long terme pour gagner les bonnes grâces de Washington. Thierry Meyssan a longuement parlé des cargaisons d'armes de la compagnie d'État azerbaïdjanaise « Silk Way Airlines » avec un faux statut diplomatique et un utilisateur final (certificat de destination finale), délivrés par les autorités azerbaïdjanaises. Les marchandises avaient été commandées par la CIA et le Pentagone et la plupart de ces armes ont été retrouvées chez les terroristes de l'État islamique et d'Al-Qaïda en Irak et en Syrie. Ces armes ont même été utilisées pour tuer des soldats russes, dans l'opération en Syrie [1]



Le Premier ministre arménien, Nikol Pashinyan, est un des hommes de George Soros. Il est donc favorable aux Occidentaux, mais pas au président Trump.

Peut-on croire un instant que Nikol Pashinyan ne disposait pas de cette information ?

Dans un article précédent [2] nous avons présenté le déroulement des actions militaires sur le front du Haut-Karabakh, notant que les drones d'attaque avaient entraîné des pertes importantes parmi les véhicules blindés, les pièces d'artillerie, les radars et les missiles antiaériens, ce qui a permis aux véhicules blindés azéris de pénétrer dans les lignes de défense arméniennes. J'avais mentionné que l'antidote contre l'équipement électronique-optique des drones existait, mais qu'il avait été refusé par l'Arménie, au motif qu'il était fabriqué par la Russie, un pays avec lequel le gouvernement de Nikol Pashinyan qui a été mis en place par George Soros, veut rompre tous les liens.

Dans le même article, j'ai remarqué un élément important, à savoir que le rythme offensif de l'armée azerbaïdjanaise est lent, car l'Azerbaïdjan n'est pas pressé. La raison en est que la situation internationale était et reste favorable à l'offensive azerbaïdjanaise. Il en sera encore ainsi pour le proche avenir, l'opinion publique internationale étant totalement préoccupée par les problèmes actuels. Cela permet le développement ultérieur de l'offensive azérie, jusqu'à l'occupation totale de la région du Haut-Karabakh et au-delà.

Il convient de souligner que les bases militaires du Haut-Karabakh n'ont jusqu'à présent appartenu qu'à l'Arménie. Cependant, même aujourd'hui, le gouvernement d'Erevan n'a pas reconnu le

Haut-Karabakh comme faisant partie de l'Arménie. Alors pourquoi Nikol Pashinyan demande-t-il un soutien international pour le Haut-Karabakh ?



La base radar US de Deveselu (Roumanie).

La chose la plus importante à retenir est que la conquête des bases militaires de l'enclave du Haut-Karabakh par les Azerbaïdjanais, signifie en fait les mettre à la disposition de la Turquie et implicitement de l'Otan et des États-Unis. Le régime de ces bases militaires états-uniennes serait le même que celui de la base de Deveselu (Roumanie), où l'armée roumaine se contente de garder les clôtures extérieures. Aucun Roumain n'est autorisé à pénétrer dans le périmètre de la base. En prenant comme critère l'obéissance totale à Washington, l'Arménie n'est pas comparable à l'Azerbaïdjan et à la Roumanie. Je pense aussi que toute autre solution venant d'ailleurs sera rejetée par les deux parties, car c'est ainsi que les règles du jeu ont été fixées à Washington.

Et puis il y a quelques questions légitimes.

- ▶ Qui est responsable de la mort de tous ces jeunes sacrifiés pour rien au Haut-Karabakh ?
- ▶ Pourquoi tant de morts pour mettre en œuvre une solution conçue bien à l'avance sur un autre continent ?

Une réponse possible serait : la bêtise, l'obéissance des dirigeants politiques des deux pays et leur désir de rester au pouvoir à tout prix.

Valentin Vasilescu

Traduction
Avic

Réseau International

[1] « Des milliards de dollars d'armes contre la Syrie », par Thierry Meyssan, 18 juillet 2017 ;
« L'opération "Timber Sycamore" continue », *Réseau Voltaire*, 12 décembre 2018.

[2] « Opérations militaires dans le Haut-Karabagh et évolutions futures possibles », par Valentin Vasilescu, Traduction Avic, *Réseau Voltaire*, 20 octobre 2020.

Qu'est-ce qui intéresse les Russes dans la guerre du Haut-Karabagh ?

par Valentin Vasilescu

La Russie affirme ne privilégier ni l'Arménie, ni l'Azerbaïdjan au Karabagh. Par conséquent elle concentre ses efforts contre les jihadistes turkmènes en Syrie. Simultanément, elle a qualifié Damas d'« allié non-stratégique ». Tout se passe comme si Moscou estimait difficilement évitable une guerre contre la Turquie. Le Kremlin devrait alors payer sa politique commerciale aventureuse de construction de pipe-line à travers la Turquie. D'ici là, l'armée russe teste son nouveau système de guerre radio-électronique qui, s'il fonctionne comme espéré, lui garantira la supériorité sur presque tous les champs de bataille.

RÉSEAU VOLTAIRE / BUCAREST (ROUMANIE) / 27 OCTOBRE 2020

ROMÂNĂ



Au début du conflit du Haut-Karabakh, nous avons vu les drones azéris Harop et Bayraktar TB2 détruire de manière très précise les blindés, les radars et les systèmes de missiles antiaériens arméniens, contribuant de manière décisive à la création de lacunes en profondeur de la défense adverse [1].

Les experts militaires n'ont pas été surpris du tout, car ils se souviennent qu'en septembre 2019, les drones yéménites avaient facilement percé les défenses antiaériennes stratifiées de l'Arabie Saoudite, basées sur le système sol-air Patriot et le radar volant AWACS. Cela avait causé une surprise totale dans la défense antiaérienne saoudienne placée dans un terrain plat, ne pouvant bénéficier des obstacles que pourrait offrir un paysage montagneux comme c'est le cas au Haut-Karabakh. C'est ce qui a permis la destruction de la raffinerie d'Abqaiq et les installations pétrolières de Khurais grâce à des frappes de très grande précision [2].

C'est maintenant au tour du missile anti-char israélien Spike NLOS de prouver son efficacité. L'Azerbaïdjan possède 250 missiles de ce type, d'une portée de 25 km, dont la plupart sont installés sur des hélicoptères Mi-17. Le système de guidage est de type caméra électro-optique TV/infrarouge, monté devant le missile Spike NLOS. Grâce à une fibre optique reliée au missile, l'opérateur voit sur un écran ce que la caméra de télévision du missile transmet et peut apporter des corrections de trajectoire. La longueur du câble de la fibre optique est de 8 km. Le guidage Spike NLOS sur les objectifs situés au-delà de la distance de 8 km est effectué par un émetteur-récepteur de type ligne de données.

Cette vulnérabilité ne peut être exploitée que par des brouilleurs performants, capables de « casser » les codes de chiffrement de la ligne de données du missile. À moins de découvrir les codes ce qui est un processus difficile, avec seulement une probabilité de réussite de 60 à 70 %, après avoir analysé le spectre de fréquences de dizaines de lancements de fusées Spike NLOS, au moyen d'une guerre électronique radio de pointe. Les équipements d'analyse complexes ne sont disponibles que dans les armées des États-Unis, du Royaume-Uni, de France et de Russie

*

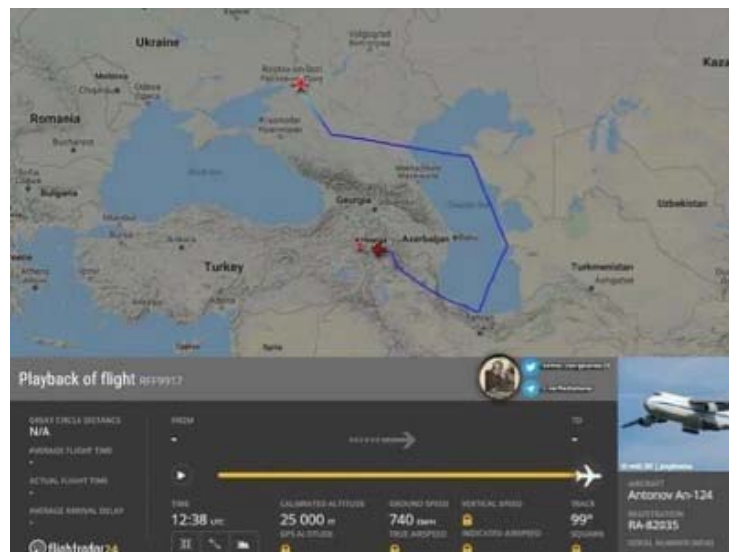
La Russie compte plus de 5 000 soldats en Arménie. La base militaire de Gyumri abrite une brigade de 3 500 soldats, avec des chars, des BTR, des BMP amphibies, des obusiers automoteurs et des lanceurs de projectiles réactifs Grad, des systèmes de défense anti-aérienne à courte portée. La base aérienne russe 3624 est située près d'Erevan, composée d'un escadron MiG-29 et d'un escadron d'hélicoptères Mi-24P et Mi-8MT. En tant que forces anti-aériennes, la Russie a déployé en Arménie le 988e régiment de missiles anti-aériens à longue portée équipé du système S-300V4.



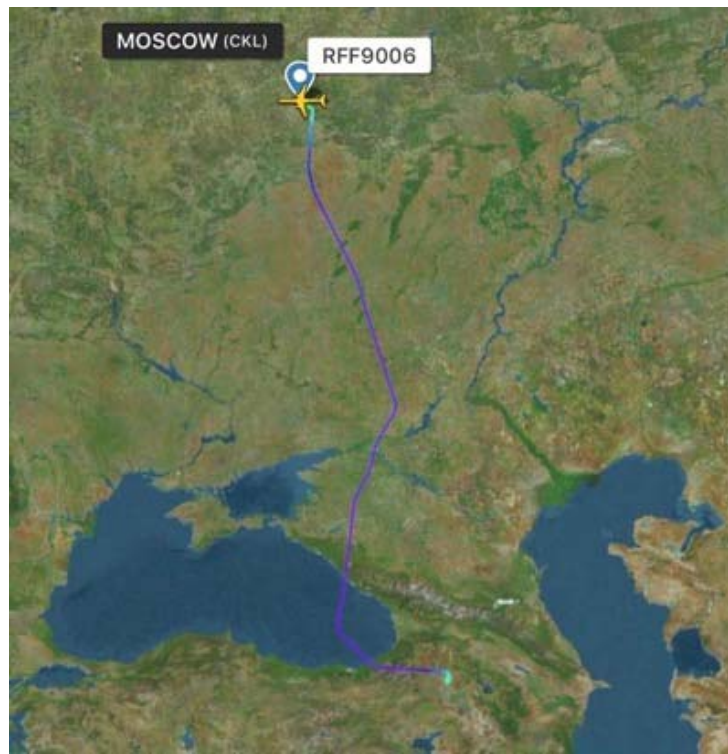
*

Le lendemain du début de l'invasion azérie du Haut-Karabakh, un avion cargo de grande capacité, AN-124 de l'armée russe venant de Rostov-sur-le-Don a atterri en Arménie. Le but du vol était de

transférer du matériel à la base militaire 102 avec à son bord une cargaison pesant 100 tonnes. La trajectoire de l'avion a contourné l'Azerbaïdjan à travers l'espace aérien iranien.



Plus tard, un avion IL-80/86 SIGINT, appartenant à l'escadrille des 8 vols spéciaux de Moscou, a atterri directement à l'aéroport de Gyumri, où se trouve la base militaire russe 102. L'avion n'a pas de hublots, et dispose de boucliers et d'antennes permettant de bloquer les impulsions électromagnétiques. En cas d'attaque nucléaire, les responsables russes montent à bord de quatre de ces appareils, d'où ils peuvent également communiquer avec les équipages des sous-marins lanceurs de missiles balistiques. Ce qui est surprenant, c'est que cet avion militaire russe, qui peut transporter 42 tonnes de fret, a transité par l'espace aérien turc.



Pendant la guerre en Syrie, la Russie a testé ses techniques antiterroristes, ses armes d'infanterie, ses bombes aériennes, ses missiles de croisière, contre lesquels l'ennemi ne pouvait se défendre. La Syrie était donc un site de test. Cependant, les 142 tonnes embarquées à bord des avions cargo russes, représentent bien trop peu pour l'approvisionnement de l'Arménie, en munitions ou en armes lourdes, nécessaires pour arrêter l'offensive azerbaïdjanaise. En outre, une chose est certaine, jusqu'à présent, la Russie n'est pas intervenue dans la guerre du Haut-Karabakh, et elle n'est pas intéressée à le faire. Au contraire, ce qui l'intéresse c'est de tester le fonctionnement de son nouvel équipement de guerre radio-électronique, dans des conditions aussi proches que possible de la réalité. C'est pourquoi je pense que les avions lourds de transport de l'armée russe ont transporté ce genre d'équipement en Arménie.

*

À partir de 2017, les Russes ont procédé à des restructurations massives, éliminant de la base militaire 102 de Gyumri le matériel obsolète, la remplaçant par du matériel de pointe. Les communiqués du ministre russe de la Défense mentionnaient le transfert de seulement quelques équipements électroniques au cyber bataillon de la base 102 en Arménie : le « système Infauna », les moyens de communication

Auriga et les complexes Lieer-3. D'autres types de matériel de guerre radio-électronique peuvent avoir été transférés à la base 102.

RB-531B Infauna est un équipement de brouillage, entré en dotation en 2014, monté sur des véhicules qui assurent la protection des convois militaires. Il détecte à distance le champ électromagnétique des engins explosifs contrôlés par radio, téléphone mobile et les fait exploser. Infauna dispose également d'un générateur de haute puissance qui pulvérise des nuages d'aérosols pour masquer les groupes de véhicules blindés, les protégeant de la détection opto-électronique par des moyens de recherche et des missiles de précision à guidage laser.



Auriga-1.2V, est un équipement de l'armée russe, introduit en 2014, composé de plusieurs mini-stations mobiles portables pour la transmission vidéo, intégrés dans les réseaux du système centralisé MK VTR-016 du ministère de la Défense. Des centaines de ces équipements, à l'avant-garde du conflit militaire, à des centaines ou des milliers de kilomètres l'un de l'autre, transmettent secrètement des informations. Cela est possible grâce à l'utilisation de satellites de communication militaire russes. L'un des composants de base de ce système est le serveur Huawei, le plus efficace au monde.

RB-341V Lierer-3 est un système de collecte d'informations par le biais de la reconnaissance aérienne et de la collecte de données à partir des réseaux GSM. Au besoin, il peut bloquer par brouillage le signal de certains émetteurs seulement, sélectionnés par exemple à partir d'un réseau (internet, téléphone mobile, lignes de données). Les stations de brouillage sont montées sur deux drones Orlan-10 et peuvent limiter la

zone de brouillage, en se concentrant sur des objectifs ciblés, situés dans un quartier sur un rayon de 6 km, en continu pendant 24 heures.

*

En 2017, les *Izvestia* ont révélé que le nouvel équipement RB-109A Bylina avait été utilisé expérimentalement dans les exercices militaires « Vest-2017 » auxquels les armées de Russie et de Biélorussie ont participé. Le système d'automatisation de gestion de Bylina est destiné à être confié aux brigades de guerre radio-électronique de l'armée russe. Chacun des 4 commandements interarmes (districts militaires) de l'armée russe dispose d'une brigade de guerre radio-électronique organisée en 4 bataillons. Les brigades motorisées et de chars disposent également d'une compagnie de guerre radio-électronique.

RB-109A Bylina analyse automatiquement, en quelques secondes, l'ensemble du champ électromagnétique dans le théâtre des actions de combat, détecte et identifie les émetteurs cibles de l'ennemi, choisit les moyens optimaux pour les contrer. La chose la plus difficile à réaliser, pour les unités disparates et les sous-unités de la guerre radio-électronique, est l'utilisation efficace du brouillage, synchronisé dans le temps et l'espace, afin de ne pas affecter leurs propres moyens de communication, de détection et de gestion des tirs. Grâce à l'intelligence artificielle basée sur des algorithmes, Bylina est le seul système au monde qui résout ce problème, au niveau de l'ensemble du théâtre de l'action militaire.

Le système dispose d'une interface automatique avec chaque point de commandement du bataillon, de la compagnie subordonnée et avec chaque système de guerre radio-électronique individuel. Tout ce que les officiers de la brigade de guerre radio-électronique ont à faire est de surveiller la conduite de l'opération par le RB-109A Bylina.

Le système a passé la phase d'essai par l'armée russe, mais afin d'avoir une image complète de son efficacité, les spécialistes russes doivent le vérifier dans une véritable guerre, dans laquelle les avions de 4ème génération, les drones d'attaque, les missiles antichars guidés les plus performants et les munitions de haute précision, etc., sont utilisés. L'armée russe a proposé que d'ici 2025 toutes ses brigades de guerre radio-électroniques soient équipées de RB-109A Bylina. Pour mieux

couvrir un théâtre d'action militaire de la taille d'un 1/4 ou d'un tiers d'un continent, l'une des options serait d'aménager le système Bylina sur l'avion IL-80/86.



*

En termes de guerre électronique, les troupes terrestres russes surpassent celles de l'Occident, ce qui a été également noté par les spécialistes du Pentagone, et a été démontré lors des exercices militaires radio-électroniques russes « Electron-2016 ». Pour ceux qui ne croient pas que les Russes peuvent bloquer les fréquences de contrôle des drones, rappelez-vous que le 1er février 2020, l'équipement de la base aérienne russe de Hmeymim a neutralisé un énorme groupe de dizaines de drones, lancés simultanément depuis le territoire contrôlé par les militants dans la région d'Idlib. Les systèmes de guerre électronique de la base ont pris le contrôle des drones, les désactivant. Il convient de noter que les attaques précédentes contre la base aérienne de Hmeymim ont été repoussées par le système antiaérien Pantsir-S. Tous les exercices militaires russes en 2020 ont eu des étapes distinctes de neutralisation des frappes de drones, en utilisant les nouveaux systèmes Borisovlegebsk-2, Rtut-BM, Lorandit, etc.

Borisoglebsk-2 RB-301B est entré dans la dotation de l'armée russe en 2018. Cet équipement se compose d'une station de réception et d'analyse automatique des fréquences. Il détecte les canaux de guidage des drones ennemis, les canaux de guidage des armes de précision, etc. Le système dispose également d'émetteurs et d'antennes de brouillage, qui interrompent les canaux de guidage de l'ennemi

(télémétrie et contrôle, ligne de transmission de données et de vidéo). Borisovebsk-2, en tandem avec le système R-330Zh, peut détecter, suivre et bloquer le système de navigation par satellite (GPS), utilisé comme système de référence par les petits et moyens drones.

L'équipement **Rtut-BM** est une modernisation d'un modèle de l'ère soviétique (SM-2). Il a la capacité de commander à distance l'explosion de l'ogive de proximité radio des projectiles d'artillerie ou des missiles guidés, lancés par un véhicule aérien ennemi. L'ogive de proximité est conçue pour tirer de 3 à 5 m de la cible, produisant des éclats pouvant affecter l'homme et provoquer des dégâts matériels. Rtut-BM trompe l'ogive et l'oblige à passer d'un guidage précis à un mode de détonation par contact avec le sol. Dans ce cas, l'explosion de l'ogive est déclenchée à une hauteur de 300 à 500 m.

RP-377LA Lorandit est une station portable, qui recherche les sources d'émissions de fréquences et de brouillage dans la gamme entre 3 MHz et 3 GHz.

Valentin Vasilescu

Traduction

Avic

Réseau International

[1] « [Opérations militaires dans le Haut-Karabagh et évolutions futures possibles](#) », par Valentin Vasilescu, Traduction Avic, *Réseau Voltaire*, 20 octobre 2020.

[2] « [Les drones houthis ont ouvert la boîte de Pandore](#) », par Valentin Vasilescu, Traduction Avic, *Réseau Voltaire*, 24 septembre 2019.

Le troisième cessez-le-feu au Karabagh violé

RÉSEAU VOLTAIRE / 27 OCTOBRE 2020

DEUTSCH ENGLISH TÜRKÇE



Le troisième cessez-le-feu au Haut-Karabagh, cette fois négocié à Washington, n'a tenu qu'une heure, le 26 octobre 2020. Entré en vigueur à 8 heures du matin, il n'était plus appliqué à 9 heures.

Comme les précédents, celui négocié à Moscou (10 octobre) et celui négocié à Paris (18 octobre), il semble avoir été violé par l'Azerbaïdjan.

La guerre du Karabagh a débuté il y a exactement un mois, le 27 septembre. Le « groupe de Minsk » de l'OSCE est coprésidé par les États-Unis, la France et la Russie. Chacune de ces puissances a pu constater l'inefficacité de la voie diplomatique.

Les Loups gris tentent des pogroms antiarméniens en France

RÉSEAU VOLTAIRE / 30 OCTOBRE 2020

ENGLISH



L'organisation nationaliste turque des Loups gris a tenté par trois fois cette semaine d'organiser des pogroms antiarméniens en France (dans les agglomérations de Dijon, de Lyon et de Vienne).

Les manifestants scandaient « Allah Akbar ! » et « Mort aux Arméniens ! ». Ils ont été dispersés par les forces de l'ordre.

Les Loups gris sont la branche paramilitaire du Parti d'action nationaliste turc (MHP). Ils se définissent comme néofascistes, anticomunistes, antigrecs, antikurdes, antiarméniens, homophobes, antisémites et antichrétiens. Ils sont historiquement liés à l'Otan.

Voltaire**net**.org

Réseau Voltaire

Implication secrète du Pakistan aux côtés de l'Azerbaïdjan (Pashinyan)

RÉSEAU VOLTAIRE / 30 OCTOBRE 2020

ENGLISH



Le Pakistan a plusieurs fois démenti l'information, publiée par des comptes Facebook azéris et turcs de l'envoi de militaires pakistanais pour soutenir l'armée azerbaïdjanaise contre les Arméniens.

Cependant, selon le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan interrogé par la télévision indienne WION et selon le quotidien russe *Kommersant* [1], des jihadistes pakistanais ont été recrutés au début du conflit, au sein des organisations utilisées par les services secrets contre l'Inde (Jamaat-i-Islami, Jaish-e-Mohammed, Al-Badr). Ils ont été envoyés de Peshawar à Bakou. et se battent actuellement sur le terrain.

En échange, la Turquie se serait engagée à soutenir plus encore les revendications territoriales pakistanaises sur le Cachemire.

Par le passé, la Turquie et le Pakistan ont collaboré dans de nombreuses opérations secrètes conduites par les USA.

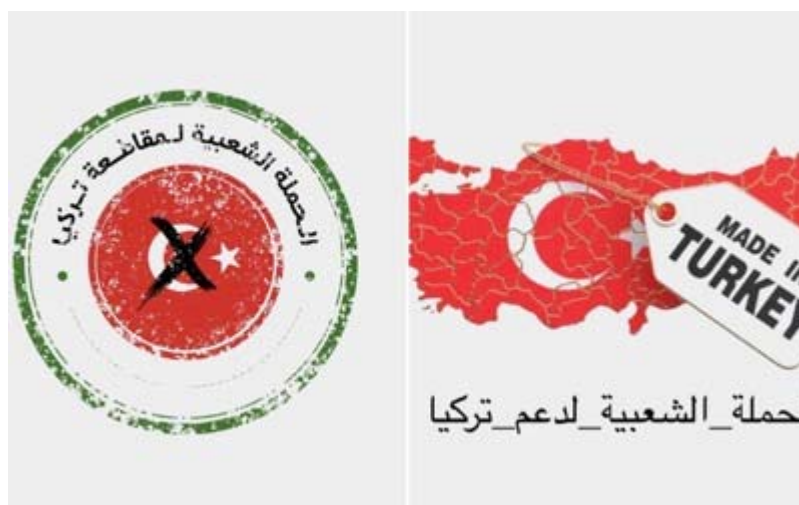
Par ailleurs, l'Astakh a rendu publique la vidéo d'un prisonnier syrien, Mehred Muhammad Alshkher, natif de Hama. Il a reconnu être venu combattre les Arméniens avec des gens de sa katiba à la demande de la Turquie et pour un salaire de 250 dollars mensuels.

[1] « В Карабах из-за Гиндукуша. В противостояние Баку и Еревана включается Исламабад », Коммерсантъ, 19 октября 2020.

Boycott arabe des produits turcs

RÉSEAU VOLTAIRE / 30 OCTOBRE 2020

ENGLISH ESPAÑOL



A l'appel de personnalités saoudiennes, un mouvement de boycott des produits turcs s'étend dans le monde arabe (code barre débutant par « 8 69 »). Il serait très populaire à Bahreïn, en Égypte, aux Émirats arabes unis, en Libye orientale et en Syrie.

Ce boycott a débuté durant l'affaire Kashoggi (décembre 2018) et reprend aujourd'hui en solidarité avec les Arméniens du Karabagh.

Compte tenu des difficultés actuelles de l'économie turque, il fait planer un réel danger sur de nombreuses entreprises, spécialement dans les secteurs de l'alimentation et du textile. Il deviendrait catastrophique en cas d'extension de ce mouvement à l'Union européenne.

De son côté, le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a appelé au boycott des produits français dans le monde musulman. Il n'est suivi qu'au Qatar.

Erdoğan dénonce « les politiques vicieuses, provocantes et haineuses de Macron »

RÉSEAU VOLTAIRE / 29 OCTOBRE 2020

ΕΛΛΗΝΙΚΑ ENGLISH ESPAÑOL TÜRKÇE



Intervenant devant les parlementaires de l'AKP, à Ankara, le 28 octobre 2020, le président turc Recep Tayyip Erdoğan a dénoncé une nouvelle campagne internationale contre l'islam.

En 2005, il s'était opposé au projet états-unien de « Guerre des civilisations » et avait créé avec le Premier ministre espagnol, José Luis Zapatero, l'« Alliance des civilisations » à l'Onu. Quinze ans plus tard, il est devenu le Protecteur de la Confrérie des Frères musulmans avec le soutien financier du Qatar.

« La France et l'Europe, en général, ne méritent pas les politiques vicieuses, provocantes et haineuses de Macron et de ceux qui ont la même mentalité », a-t-il notamment déclaré.

Nikol Pashinyan neutralise son opposition

RÉSEAU VOLTAIRE / 3 NOVEMBRE 2020

DEUTSCH ESPAÑOL



Le Premier ministre arménien, Nikol Pashinyan, porté au pouvoir par un coup d'État (la « révolution douce ») organisé en mai 2018 par le spéculateur George Soros, profite de la guerre pour neutraliser son opposition.

Ainsi a-t-il donné l'ordre d'arrêter sur le front le général Arthur Vanetsyan, ancien directeur de la Sécurité nationale (2018-19) et chef de l'opposition. Ce dernier est actuellement interrogé dans les locaux de la police.

Les partisans de George Soros l'accusent d'être un espion étranger.

Voltairenet.org

Réseau Voltaire

La France va interdire les Loups Gris turcs

RÉSEAU VOLTAIRE / 3 NOVEMBRE 2020

ENGLISH



Le ministre français de l'Intérieur Gérald Darmanin (photo), a débuté la constitution d'un dossier visant à faire prononcer la dissolution des « Loups Gris » par le Conseil des ministres.

Fin octobre 2020, les Loups gris ont tenté d'organiser des pogroms antiarméniens en France et ont vandalisé le mémorial du génocide arménien.

Les Loups Gris sont un groupe fasciste armé, constituant la branche armée du Parti d'action nationaliste turc (MHP). Ils sont aussi la milice secrète turque au service du réseau *stay-behind* de l'Otan.

Ils assassinèrent des milliers d'opposants dans les années 70 et participèrent à l'agression contre la Syrie dans les rangs de l'armée syrienne libre.

Ce sont eux qui tentèrent d'assassiner le pape Jean-Paul II lorsqu'il soutenait l'*Ostpolitik* du cardinal Agostino Casaroli avec l'Union soviétique (1981) et firent attribuer leur tentative aux services secrets bulgares.

Ils ne se distinguent de la politique du président Erdoğan que sur

deux points : ils ne sont pas religieux et méprisent (entre autres) les Iraniens.

Voltaire**net**.org

Réseau Voltaire

Erdoğān ne souhaite plus être le nouvel empereur ottoman, mais devenir le calife

par Thierry Meyssan

C'est à tort que l'on accuse le président Erdoğān de vouloir rétablir l'Empire ottoman. Pour lui, les conquêtes territoriales ne sont pas un but, mais un moyen d'établir des alliances. Après de longues hésitations, il entend se faire proclamer non pas sultan, mais calife, et devenir ainsi le chef des sunnites du monde entier.

RÉSEAU VOLTAIRE / PARIS (FRANCE) / 3 NOVEMBRE 2020

عربي DEUTSCH ΕΛΛΗΝΙΚΑ ESPAÑOL ITALIANO PORTUGUÊS РУССКИЙ
TÜRKÇE

Cet article fait suite à
► « **L'Artsakh (Karabagh) sera-t-il le tombeau
d'Erdoğān ?** », par Thierry Meyssan, Réseau
Voltaire, 6 octobre 2020.

► « **Karabagh : l'Otan soutient la Turquie tout en cherchant
à éliminer le président Erdoğān** », par Thierry Meyssan,
Réseau Voltaire, 13 octobre 2020.



Recep Tayyip Erdoğan faisant le signe de son appartenance à la Confrérie secrète des Frères musulmans devant les responsables de son parti politique. Il a l'ambition de rétablir le califat à son profit.

Un mois après l'attaque de l'Azerbaïdjan contre les Arméniens du Karabagh, les armées azérie et turque avancent militairement sur le terrain, tandis que Bakou et Ankara additionnent les revers diplomatiques.

Dans l'ensemble, tout se passe comme nous l'avions anticipé : à savoir la préparation d'une opération alliée contre le chef de la Confrérie des Frères musulmans, Recep Tayyip Erdoğan, qui se trouve être le président de la Turquie. Celle-ci pourrait être déclenchée dès le début du nouveau génocide arménien.

Cependant des acteurs imprévus intervenant dans cette guerre et le résultat de l'élection présidentielle US étant incertain, le plan de Washington pourrait être perturbé.

La Turquie accumule des conflits non-résolus

- ▶ Depuis sa création, la Turquie moderne nie le génocide des non-musulmans (1894-95 et 1915-23) et détruit de nombreuses preuves. Cependant des documents authentifiant les ordres de l'Empire ottoman et des Jeunes Turcs ont été retrouvés en 2018 [1].
- ▶ Depuis 1974, la Turquie occupe le Nord-Est de Chypre. Elle s'y maintient toujours bien que l'île ait adhéré à l'Union européenne en 2004. L'armée turque occupe donc une partie du territoire de l'Union depuis 16 ans.
- ▶ En 2012, la Turquie a mené, pour le compte de l'Otan, une opération de dépeuplement de la Syrie. Elle a proposé aux habitants du Nord du pays de se réfugier temporairement chez elle, le temps que la situation militaire se clarifie. Elle a construit plusieurs villes nouvelles pour les loger, mais ne leur a toujours pas donné accès à ces habitations.
- ▶ En 2012, la Turquie a envahi le Nord de la Syrie, dont elle occupe toujours le gouvernorat d'Idleb. Puis, elle a pillé l'industrie à Alep, volant toutes les machines outils qu'elle trouvait dans les usines.
- ▶ En 2013, le « banquier d'Al-Qaïda », le saoudien Yasin Al-Qadi, était victime d'un accident de voiture à Istanbul en compagnie du chef de la

sécurité du président Erdoğan. Un fils d'Erdoğan allait immédiatement le visiter à l'hôpital.

► En 2014, l'armée turque a encadré les jihadistes en Syrie, attaquant avec eux diverses localités, dont la ville arménienne de Kassab, forçant la population à fuir.

► En 2015, les services secrets turcs ont fourni toute assistance à Daesh, tandis qu'une société du gendre du président Erdoğan, Powertans, organisait le transport du pétrole volé par les jihadistes vers le port de Ceyhan. De là, une société rachetée par un fils du président Erdoğan, BMZ Group Denizcilik ve İnşaat A.Ş., convoyait le pétrole vers Israël et l'Occident. Au même moment, une fille du président Erdoğan dirigeait un hôpital secret à Şanlıurfa pour soigner les jihadistes et les renvoyer au combat.

► En 2015, la mafia turque, dirigée par le Premier ministre Binali Yıldırım, installait des ateliers de contrefaçon dans les territoires contrôlés par Daesh et acheminait cette marchandise vers l'Europe.

► En 2015, la Turquie menaçait l'Union européenne de lui envoyer brutalement un million de réfugiés d'Afghanistan, d'Iraq et de Syrie jusqu'à obtenir de fortes subventions qui lui permirent de poursuivre ses guerres.

► En 2015-6, la Turquie refusa la fin des accords secrets avec la France et la Belgique pour la création d'un Kurdistan en Syrie. Elle organisa une série d'attentats contre eux (138 morts en France et 35 morts en Belgique).

► En 2016, l'armée turque refusa de quitter le territoire iraquien, malgré les demandes du gouvernement. Elle y disposait de bases provisoires depuis la période de l'occupation US, mais les utilisait pour soutenir Daesh contre l'Iraq. Elle s'y maintient toujours.

► En 2017, le président Erdoğan mena campagne auprès des communautés turques à l'étranger. Il lui fut interdit de tenir meeting aux Pays-Bas et en Allemagne. À cette occasion, il traita la chancelière Angela Merkel de « nazie ».

► En 2019, la Turquie signa un accord avec le gouvernement libyen de Tripoli, puis un autre avec la Tunisie. Elle commença à envoyer des jihadistes stationnés dans la zone qu'elle occupe en Syrie. Ils se battent actuellement contre les forces émiraties qui soutiennent le gouvernement de Benghazi.

► En 2020, la Turquie revendiqua des gisements de gaz en Méditerranée. Les frontières maritimes avec la Grèce n'ont pas exactement été fixées lors de la création du pays. Sûrement il a droit à plusieurs zones, mais pas à toutes. À cette occasion, la marine turque

menaça la marine française.

Cette liste n'est évidemment pas exhaustive.

Le conflit entre les USA et la Turquie

Les États-Unis ont mis en cause le clan Erdoğan dès qu'il a commencé à acheter des armes à la Russie et à construire un pipe-line avec elle. À partir de ce moment, ils ont essayé de le faire tomber démocratiquement en soutenant le Parti démocratique des peuples (HDP). L'AKP ayant truqué les élections législatives de juin et novembre 2015, la CIA tenta plusieurs fois d'assassiner le « Grand homme » (surnom de Recep Tayyip Erdoğan). La quatrième tentative, le 15 juillet 2016, ayant dégénéré, les officiers qui la menèrent improvisèrent un coup d'État qui échoua.

Depuis lors, le président Erdoğan, tout en soulignant l'adhésion de la Turquie à l'Otan, multiplie les provocations. Ainsi, lors d'un voyage officiel, a-t-il ordonné la répression d'une manifestation des adeptes de Fahtullah Gülen devant son ambassade à Washington par son propre service de sécurité rapprochée. Ou encore a-t-il fait embastiller un ressortissant états-unien.

Le plan US actuel consiste à le pousser à la faute pour obtenir un soutien international contre lui, sur le modèle de la mise au pas de Saddam Hussein (opération « Tempête du désert »). Bien entendu, un tel scénario ne peut cyniquement avoir lieu que si des Arméniens sont massacrés en masse et que la continuité est assurée à la Maison-Blanche.

Le président Erdoğan s'enfonce dans le piège

Au cours du mois, le clan Erdoğan n'a cessé de répéter que l'Otan avait plus besoin de la Turquie que l'inverse. C'est-à-dire que jamais l'Alliance atlantique n'exclura la Turquie de son club et ne pourra donc l'attaquer.

Le « Grand homme » poursuit son offensive sur tous les fronts. Ainsi a-t-il envoyé des conseillers militaires former les gardes-côtes du gouvernement libyen de Tripoli à la place des conseillers italiens. De la

sorte, il menace l'Union européenne d'ouvrir les vannes des migrations, mais depuis l'Afrique cette fois. Ou encore, a-t-il lancé des attaques jihadistes contre les forces russes en Syrie.

Moscou a été le seul à réagir. Le Kremlin a ordonné de reprendre les bombardements à Idleb. Il les a concentré sur un groupe proturc anciennement lié à Al-Qaïda, mais prétendant avoir rompu avec ce réseau ; une attaque qui viole la lettre des accords de déconfliction russo-turcs tout en révélant la soumission du mouvement jihadiste à l'autorité personnelle de Recep Tayyip Erdoğan.

Surtout, le président Erdoğan a ouvert un front avec le président français, Emmanuel Macron qu'il ne cesse d'insulter, plus encore que la chancelière Merkel il y a trois ans. Cette querelle est beaucoup plus importante qu'il n'y paraît : elle porte sur le fond du problème.

La guerre des civilisations n'oppose pas l'islam au
christianisme,
mais deux principes : la religion d'État ou la liberté
de conscience

Après de nombreux va-et-vient, Recep Tayyip Erdoğan tente de répondre à la question existentielle de la Turquie en la définissant comme la patrie des Frères musulmans. Contrairement à une idée communément admise, il a abandonné les fantasmes néo-ottomans de son ancien Premier ministre, Ahmet Davutoğlu (désormais passé dans l'opposition) ; de même a-t-il renoncé aux espaces naturels que sont, pour elle, le monde turcophone et l'Occident (Union européenne/Otan) ; il espère étendre son pouvoir dans l'ensemble du monde musulman en s'accrochant au principe d'une religion d'État dont il entend devenir le calife.

Il importe ici de rappeler que Mahomet n'était pas comme le Christ, un petit charpentier. Ce fut un homme politique et un général victorieux tout en étant un leader spirituel. À sa mort, ses disciples se divisèrent et se battirent entre eux. Le « calife » (c'est-à-dire son « successeur ») hérita de son pouvoir temporel, pas spirituel. Beaucoup de califes d'ailleurs, ne croyaient manifestement pas en Dieu. À la fin de la Première Guerre mondiale, le « calife » était le souverain ottoman, résidant à Constantinople (Istanbul). L'idéal de la Confrérie des Frères

musulmans est de rétablir le califat (le pouvoir temporel du Prophète) grâce au droit de son époque, la Charia. Comme les Européens au XVIème siècle, les Frères musulmans pensent qu'un peuple doit obligatoirement prendre la religion de son souverain ; une vision du monde radicalement opposée au principe de liberté de conscience établi par la France de l'abjuration d'Henri IV (1593 [2]) au compromis sur la laïcité (1905 [3]). Ce faisant, Recep Tayyip Erdoğan et la Confrérie tentent d'opérer un retour en arrière en anéantissant l'héritage de Mustafa Kemal Atatürk, le fondateur de la Turquie.

C'est donc très logiquement que le président Erdoğan a choisi son homologue français comme champion de ses adversaires. L'issue du combat sera définie par les États-Unis. Soit, ils défendent l'héritage britannique des « Pères pèlerins » du *Mayflower* (Joe Biden, Justin Trudeau), soit celui des immigrants du vieux continent (Donald Trump). Dans le premier cas, ils maintiendront avant tout la Turquie au sein de l'Otan, dans le second, ils défendront leur principe de coexistence religieuse jusqu'à l'échec du projet de califat.

Thierry Meyssan

[1] *Killing Orders : Talat Pasha's Telegrams and the Armenian Genocide*, Taner Akçam, Palgrave Macmillan, 2018 ; *Ordres de tuer : Arménie 1915*, Taner Akçam, CNRS éditions, 2020.

[2] Pour devenir roi de France, le prince Henri de Navarre abjura sa religion en la Basilique de Saint-Denis et se convertit au catholicisme. En échange, il proclama la liberté de religion pour tous ses sujets à défaut d'en jouir lui-même.

[3] Après moult revirements, les Républicains proclamèrent la liberté de conscience. Sur cette base, il légiférèrent sur la séparation de l'État et des Églises (1905). Celle-ci n'est pourtant pas complète : il reste un contrôle de l'État sur le sacrement de mariage dans certaines religions. L'option choisie pour garantir l'égalité en droit des couples homosexuels, de créer un « mariage gay », est de ce point de vue une erreur historique. La continuité avec le mouvement de laïcisation de la société aurait au contraire voulu que l'on place le mariage hétérosexuel dans la sphère privée ; une option qu'avait acceptée l'Église de France et que défend aujourd'hui le pape François.